

Systèmes politiques et postmodernité analysés à l'aune du trinôme "globalisation - subjectivation - altérité"

Introduction : les termes de la comparaison

Nous avons choisi d'analyser la pertinence du lien entre les termes du trinôme globalisation-subjectivation-altérité à partir de la comparaison entre modernité (globalisation-subjectivation) et postmodernité (altérité) qui apparaissent comme les deux paradigmes des sociétés contemporaines. Le passage de la modernité à la postmodernité aboutirait ainsi à une transformation des systèmes politiques traditionnels, notamment par une remise en question du rôle de l'Etat (la puissance publique dominée par des intérêts privés globalisés) et par une survalorisation des individus autonomes ou coopératifs – les libertés individuelles privées, paradoxalement, se trouvant confrontées à l'imposition d'une transparence qui sonne le glas de la confidentialité de la vie privée ; l'altérité pourrait dès lors apparaître en contre-point comme une résistance de groupes sociaux ou communautaires orientée vers une réhabilitation de l'Etat, l'instauration de nouvelles dominations par la marge ou l'apparition de nouvelles solidarités basées sur la coopération. Un système politique sera préalablement défini comme une composition de normes, des pratiques de transgression des normes et la possibilité de négociations portant sur l'application des normes (l'informalité politique) en vue de la distribution et de la composition des pouvoirs. Quelles sont donc les normes qui fondent la modernité et la postmodernité et comment interagissent-elles ?

Définition préliminaire terme à terme :

la modernité	la postmodernité
Le modernisme promeut le modèle de l'Etat-nation fondé sur des normes universelles (politiques, économiques, idéologiques) ; ce modèle est issu des philosophies de l'histoire (la Raison dans l'histoire) développées depuis le XVII ^e , puis les Lumières, jusqu'à Hegel, Marx et Freud ; ces théories de l'histoire forment le socle du modernisme contemporain contenu dans les théories du développement et le structuralisme ; elles se fondent sur le concept de subjectivation (le peuple sujet de l'histoire) et sont à l'origine de l'Etat bureaucratique séculier ("le désenchantement du monde") issu de la Révolution française. Le modernisme valorise le mythe	Le postmodernisme valorise l'individualisation (le règne de l'individu et des petits groupes locaux) duquel émerge le relativisme culturel. Ses référents sont la lignée Nietzsche, Heidegger, Foucault, Derrida, Deleuze à travers des courants de pensée existentialiste et poststructuraliste. Ses implications pratiques sont multiples et contradictoires : le retour à l'Etre de la terre-mère-patrie dans sa version national-socialiste, l'écologisme agraire dans sa version de gauche, le multiculturalisme, la fragmentation socio-spatiale, les luttes locales contre cette fragmentation, l'acteur en gouvernance (la participation, la décentralisation, la régionalisation),

<p>prométhéen qui milite pour l'avènement d'un monde matérialiste nouveau (rapport d'opposition dialectique entre le sujet de l'histoire et la nature ; cf. la <i>ruse de la raison</i> de Hegel¹) et d'un homme nouveau (le sujet rationnel).</p> <p>Parallèlement à la raison dans l'histoire, s'est imposée la raison dans l'économie à travers la théorie des anticipations rationnelles qui présuppose que les marchés peuvent s'autoréguler parce que le comportement des acteurs économiques serait rationnel ; la raison dans l'économie résiderait dans la recherche de la maximisation de leurs intérêts par les agents économiques². Modélisés, les comportements humains seraient donc prévisibles, ce qui rendrait illusoire toute expression de liberté. La modernité libérale implique donc que la structure économique des marchés remplace la structure étatique et que les politiques économiques publiques apparaissent comme vaines et contre-productives.</p> <p>Enfin, la raison moderniste appliquée à l'économie implique l'adhésion à une globalisation mondialisée³ dans les domaines</p>	<p>l'individu et les petits groupes communautaires, la déconstruction de l'Etat-nation, la fin de l'histoire (en opposition à la lutte de classes), les marchés globalisés autorégulés, les courants altermondialistes qui s'opposent au marché.</p> <p>D'une manière synthétique, on caractérisera les sociétés postmodernes comme hybrides, c'est-à-dire composées à la fois de réflexes identitaires localisés (mouvements ethniques, régionalisme sécessionniste, retour du religieux...) et d'adhésion à des modèles politiques de gouvernance participative décentralisée ; elles sont liées à de nouvelles formes de solidarité transnationales (associations de défense des droits humains, réseaux sociaux, réseaux entrepreneuriaux, commerciaux ou financiers fondés sur l'ouverture des frontières et la déréglementation, réseaux mafieux, réseaux de migration, mouvement altermondialiste, communications internet délocalisées...) qui érodent les principes de souveraineté et, parfois, de légalité des Etats. Sur le plan politique, les acteurs postmodernes fondent leurs stratégies plutôt sur le pacifisme</p>
--	---

¹ Cf. Hegel, *La Raison dans l'Histoire*, recueil de textes, Paris, Plon, coll. 10/18, 1965. Hegel applique le concept de *ruse de la raison* à Napoléon qui, selon lui, bien qu'agissant en fonction de ses intérêts propres et égoïstes (ambition personnelle, désir de gloire, goût du pouvoir) a permis, grâce à lui et malgré lui, l'établissement et l'extension de l'Etat moderne rationnel et républicain à toute l'Europe, y compris en faisant en sorte que les valeurs liées à ce dernier soient défendues par les oppositions que son entreprise impérialiste suscitait. C'est ainsi que, à son insu, Napoléon fut l'instrument de la Raison dans l'histoire, permettant l'abolition de l'absolutisme théocratique d'antan au profit de l'établissement de systèmes politiques et de gouvernement reposant sur l'accord et l'adhésion rationnels de la société par la médiation du droit. Le concept de *ruse de la raison* est évidemment lié aux philosophies de l'histoire qui, depuis le XIX^e siècle, ont véhiculé la vision d'une nécessité implacable, d'un « *esprit du monde* » et d'un « *absolu qui est avec nous dès le départ* » (Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*, 1807) et qui, ensuite, déboucheront autant sur la fatalité historique présente dans le marxisme que sur la croyance au progrès développée dans le positivisme d'Auguste Comte.

² Cf. la théorie des anticipations rationnelles, développée par Robert Lucas (Prix Nobel 1995) et celle de l'efficience des marchés, développée par Eugene Fama dans les années 1960.

³ Selon l'historien Gruzinski, il existerait une différence intrinsèque entre mondialisation et globalisation ; la mondialisation ne serait pas simplement un processus négatif résultant d'une concurrence économique internationale favorisée par la dérégulation et les facilités de communication, mais elle impliquerait également une confrontation positive des savoirs et des usages pouvant déboucher sur une perméabilité synchrétique et le métissage des cultures ; quant à la globalisation, elle exprimerait le pur et simple assujettissement du monde entier à une puissance économique-politique plus dominatrice qu'universaliste. Cf. Gruzinski (S.), *Les quatre parties du monde : histoire d'une mondialisation*, Paris, Ed. La Martinière, 2004. Par ailleurs, parce qu'elle génère des réseaux d'activités transnationaux ou transrégionaux, la globalisation s'inscrirait également dans les territoires. On pourrait en conclure que l'interdépendance internationale inhérente à la mondialisation positive pourrait constituer une alternative à l'internationalisation des divergences socio-territoriales produites par la globalisation et liées les unes aux autres (grandes pollutions, catastrophes écologiques, changement climatique, nouvelles maladies transfrontalières, déséquilibres démographiques et économiques, commerce international non régulé, délocalisations, dumping social et environnemental, trafics criminels internationaux, détériorations des identités, terrorisme, conflits armés...). Jameson, quant à lui, distingue trois phases majeures du capitalisme depuis qu'il est devenu le système socio-économique

<p>des échanges économiques, des standards de consommation et des modes de vie. La globalisation, qui représente la modernité économique et sociale, s'est ainsi imposée en plusieurs étapes : d'abord à travers la révolution technologique qui a permis de délocaliser des chaînes de production multinationales et donc, de délocaliser également le travail vers des pays à faibles droits sociaux, réduisant ainsi les inégalités entre le Nord et le Sud, mais les faisant exploser dans les pays occidentaux ; puis à travers l'abaissement des barrières tarifaires, aboutissant à diminuer les ressources financières des Etats ; et enfin à travers la conclusion d'accords de libéralisation commerciale imposant aux différents pays partenaires des standards communs en matière de sécurité sanitaire, de propriété intellectuelle, de législation du travail et environnementale ainsi que de protection des investissements étrangers. Les contrôles d'application des normes sont donc de plus en plus décentralisés au niveau du consommateur autonome, soit individuel, soit organisé en associations. Les Etats abandonnent ainsi leur fonction prescriptive et se contentent, à travers leur justice administrative ou pénale, de juger, a</p>	<p>(manifestations de masse, contournements des lois nationales dans les cas de corruption transnationale, contrebande, fraude ou évasion fiscale...) et l'invention de nouveaux instruments démocratiques basés sur le multiculturalisme et le respect des différences (exemples du référendum d'autodétermination en Ecosse, de l'autonomie accordée au Kurdistan irakien ou de la prise de pouvoir des Amérindiens en Amérique latine, promotion du multiculturalisme).</p> <p>Enfin, le postmodernisme, qui rejette autant les Etats républicains (à l'origine d'exclusions sociales) que le marché mondial (l'impérialisme économique euro-américain), peut être représenté par un nationalisme intégriste religieux (l'hindouisme en Inde, l'islamisme au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord, l'évangélisme chrétien aux Etats-Unis, l'orthodoxie en Russie ou en Grèce...) qui consiste en une instrumentalisation politique du religieux et sera alors présenté comme l'altérité politique⁴.</p>
---	---

dominant à la fin du dix-huitième siècle ; à chacune de ces étapes aurait correspondu un genre d'art particulier. Le premier stade du capitalisme classique, compétitif, avait comme contrepartie culturelle le réalisme des grands romanciers du dix-neuvième siècle comme Balzac, Dickens et Tolstoï. La deuxième phase, le capitalisme monopoliste, a donné naissance au mouvement moderniste du début du vingtième siècle (Picasso, Joyce et Le Corbusier). Au début des années 1960 nous serions entrés dans l'ère du « *capitalisme tardif ou multinational ou de consommation* », qui est caractérisé, entre autres, par la pénétration du marché dans tous les aspects de la vie sociale. Cf. Jameson (Fredric), *Postmodernism. The Cultural Logic of Late Capitalism*, Londres, Verso, 1991.

⁴ Par exemple, les principaux courants postmodernistes qui cautionnent le fanatisme islamique sont : 1) le courant anti-impérialiste qui refuse de condamner l'intégrisme et le terrorisme islamistes anti-laïques par peur d'être taxé d'islamophobie (cf. Pierre Tevanian, dans *La Haine de la religion*, La Découverte, 2013) et qui a été développé par Michael Hardt et Antonio Negri : " *La postmodernité du fondamentalisme se reconnaît à son refus de la modernité comme arme de l'hégémonie euro-américaine – à cet égard, le fondamentalisme islamique représente bien un exemple paradigmatique* " (Hardt) ; " *Dans la mesure où la révolution iranienne a exprimé un profond rejet du marché mondial, elle pourrait être considérée comme la première révolution postmoderne* " (Negri) ; 2) le courant multiculturaliste où l'on pourrait ranger Michel Foucault faisant l'apologie de la brutalité de la révolution iranienne au nom du fait que l'Iran n'a pas " *le même régime de vérité que nous* ", ce qui le conduisit à légitimer la violence intégriste et à cautionner le relativisme culturel ; 3) et, enfin, le courant post-colonialiste, représenté en France par le Parti des indigènes de la République (PIR) ou l'humoriste Dieudonné, qui soutiennent que la défense de la laïcité républicaine et universaliste, type *Charlie Hebdo*, ainsi que le " *philosémitisme d'Etat* " ont pour effet de masquer un racisme fondamental dirigé contre les musulmans, et se fondent sur le principe du " *deux poids, deux mesures* ", ce qui conduit ce courant à valoriser la concurrence des victimes. Il en résulte que la racialisation du débat politique est autant le fait de l'extrême gauche identitaire, nationaliste et " *décoloniale* ", que de la droite et de l'extrême droite identitaires qui tiennent un discours exactement symétrique.

posteriori (en cas de litige), du respect des contrats privés établis entre partenaires privés sur la base de normes nationales et internationales légales de moins en moins prescriptives.	
---	--

La distinction paradigmatique entre modernité et postmodernité est-elle elle-même pertinente ? Et sa possible non pertinence remet-elle en question la validité de la liaison des termes du trinôme ?

I. Extraction du trinôme à partir d'une analyse comparative des termes de la comparaison⁵

la modernité	la postmodernité
<ul style="list-style-type: none"> ● Pour Lyotard⁶ qui identifie modernité et métadiscours, il s'agit, à travers ce dernier, de mailler l'ensemble de l'histoire en un seul compte rendu, complet et unifié, du développement humain telles qu'elles avaient été entreprises par les philosophes des Lumières comme Turgot, Condorcet, les historiens écossais, puis par Hegel et Marx, avec, comme résultats, l'Holocauste et le goulag. Les grands récits de la modernité interprètent la totalité de l'histoire humaine en tant que processus unifié de développement progressif. La sécularisation implique l'identification progrès-histoire-développement humain. 	<ul style="list-style-type: none"> ● En opposition, dans « <i>l'âge postindustriel et postmoderne</i> », la science, force motrice du progrès économique, est devenue fragmentaire et indéterministe et « <i>de nouvelles règles du jeu, qu'elles soient picturales, artistiques, ou autres</i> » ont été inventées.
<ul style="list-style-type: none"> ● Jusqu'au dix-septième siècle, la pensée européenne pré-moderne se concevait essentiellement comme la somme de son expérience contemporaine interprétée à partir de la sagesse ancienne héritée de l'antiquité classique (Platon, Saint Augustin, Aristote et Saint Thomas d'Aquin), avec la correction apportée par le christianisme. A partir des Lumières du dix-huitième siècle, surgit l'âge moderne, radicalement différent du passé et orienté vers l'avenir⁷. 	<ul style="list-style-type: none"> ● La réalité postmoderne est, de façon inhérente, fragmentaire, hétérogène et plurielle ; la pensée humaine est incapable de parvenir à rendre compte objectivement de la nature de cette « réalité » ; ce que la philosophie moderne occidentale avait conçu comme le sujet de la pensée, le moi individuel, n'est rien d'autre qu'un amas incohérent de pulsions et de désirs. Les déconstructionnistes (Derrida, Baudrillard) entreprennent de déconsidérer la croyance en

⁵ Pour effectuer cette comparaison, nous nous appuyons, entre autres, sur l'analyse de Gallinicos (Alex), *Postmodernism : a critical diagnosis*, in Encyclopaedia Britannica, Chicago, 1997, pp. 206-256.

⁶ Cf. Lyotard (Jean-François), *La condition postmoderne*, Paris, éd. de Minuit, 1979.

⁷ « *Le concept séculier de modernité exprime la conviction que l'avenir a commencé : c'est l'époque qui vit pour le futur, qui s'ouvre à la nouveauté du futur* ». Cet âge qui fait consciemment face à l'avenir ne peut plus se justifier par

Selon Habermas, « *le rapport de l'histoire à la raison reste constitutif pour le discours de la modernité* ». C'est Hegel qui s'est approprié et a radicalisé le souci de ce rapport dans la philosophie des Lumières. Il concevait la rationalité des sujets humains finis comme la manifestation de la Raison impersonnelle de l'Esprit Absolu : la modernité est l'époque dans laquelle l'Absolu devient pleinement conscient de lui-même à travers le véhicule du mental individuel⁸.

La modernité se fonde sur la raison toute puissante conçue en tant que sujet de l'histoire. Cela conduit à la pénétration et à la colonisation de la Nature et de l'Inconscient qui se concrétisent, par exemple, à travers la destruction de l'agriculture précapitaliste du tiers monde par la Révolution Verte, et l'ascension des médias et de l'industrie de la publicité⁹.

● La conception traditionnelle de l'œuvre d'art est que celle-ci constitue une représentation du monde extérieur faite pour les classes dominantes, ce qui impliquerait un élitisme de l'art pré-moderne. « *La modernité est ce qui est éphémère, fugitif, contingent au moment ; c'est la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable* » (Baudelaire, qui marque ainsi la transition entre l'art pré-moderne immuable et l'art moderne éphémère). L'art moderne peut aussi se concevoir dans une perspective révolutionnaire, qui oriente l'œuvre vers une représentation anti-

la capacité de la raison humaine de comprendre et de contrôler le monde.

Le postmodernisme se fonde sur le scepticisme quant à la capacité de la raison de maîtriser le monde, ce qui implique de considérer l'usage du mythe par le roman comme « *tout simplement une façon de contrôler, d'ordonner, de donner forme et sens à l'immense panorama de futilité et d'anarchie que constitue l'histoire contemporaine* »¹¹.

● L'œuvre d'art post-moderne cesse de proclamer qu'elle offre des représentations du monde, pour se retourner et se concentrer sur elle-même. Le roman de Proust *À la recherche du temps perdu* offre un exemple de littérature postmoderne, dans la mesure où il propose une reconstruction fictionnelle du vécu qui a amené à son écriture¹². Selon Jameson, l'art postmoderne, dérivé, sans profondeur, vide d'émotion, refléterait un monde social dans lequel tout est devenu marchandise ; l'art postmoderne correspondrait à « *ce nouvel espace global original, extraordinairement démoralisant et*

référence au passé. « *La modernité ne peut plus emprunter les critères à partir desquels elle s'oriente à des modèles fournis par d'autres époques [...] Elle doit créer sa propre normativité à partir d'elle-même* » ; cf. Habermas, *Le discours philosophique de la modernité*, 1988, Paris, Gallimard, coll. Tel, 2011.

⁸ Cf. Habermas, op. cit..

⁹ Cf. Cf. Jameson, op. cit.

¹¹ Cf. T.S. Eliot, *Selected Prose*, Londres, Faber and Faber, 1975, p. 177. Ce passage est une critique de l'*Ulysse* de Joyce paru en 1923.

¹² Deleuze constatera ainsi que, chez Proust, « *l'objectivité ne peut plus exister, si ce n'est dans l'œuvre d'art : elle n'existe plus comme contenu signifiant en tant qu'états du monde, ni en signification idéale comme essence stable, mais seulement dans la structure formelle signifiante du travail, dans son style* » ; cf. Deleuze (Gilles), *Proust et les signes*, 1972, Paris, PUF, coll. Quadrige, 2014.

<p>bourgeoise du monde. « <i>Nous n'avons pas besoin d'un grand mausolée de l'art où on rend un culte à des œuvres mortes, mais d'une usine vivante de l'esprit humain – dans les rues, dans les tramways, dans les fabriques, les ateliers et les maisons des travailleurs</i> » (Maïakovsky). Les mouvements d'avant-garde du début du vingtième siècle (le dadaïsme, le constructivisme russe après la Révolution de 1917) représentent « <i>une attaque contre le statut de l'art dans la société bourgeoise. Ce qui est nié n'est pas une forme précédente d'art (un style) mais l'art comme institution non associée à la vie-praxis des hommes</i> »¹⁰. L'effort de l'avant-garde pour démocratiser l'art était contemporain de l'aspiration à transformer la vie quotidienne par la révolution sociale, contre le modernisme industriel capitaliste. Ce n'est pas le modernisme industriel qui est nié, mais son orientation au profit exclusif d'une classe sociale.</p> <p>Exemple du surréalisme dont certains représentants (Aragon...) combattaient explicitement l'élitisme de <i>l'art pour l'art</i> et cherchaient à marier les révolutions esthétique et sociale.</p> <p>Dans le monde capitaliste moderne, parallélisme entre l'art moderne figuratif et réaliste et la finance au service de la production.</p>	<p><i>déprimant, du capitalisme tardif</i> ».</p> <p>Dans le monde capitaliste post-moderne, parallélisme entre <i>l'art pour l'art</i> qui déconstruit le réel (cubisme, surréalisme, l'art abstrait) et la finance au service de la finance (capitalisme financier spéculatif postindustriel)¹³.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le modernisme économique fut développé au cours de la première moitié du vingtième siècle, orientant le capitalisme vers une coopération étroite entre l'Etat et les grandes sociétés dans un cadre économique national planifié. Il se fondait – et se fonde encore – sur le progrès par l'accumulation compétitive, en opposition avec l'accumulation primitive pré-moderne reposant sur la rente. Selon Harvey, « <i>la</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Le postmodernisme économique a été inauguré au début des années 1980, des représentants de la Nouvelle Droite (Ronald Reagan, Margaret Thatcher) firent pencher le balancier politique, dans tout le monde occidental, dans le sens du capitalisme du <i>laissez-faire</i>. A partir de la deuxième moitié des années 1980, la croissance devint erratique, associée à des secteurs spécifiques (l'industrie spéculative des services

¹⁰ Cf. Bürger (Peter), *Theory of the Avant Garde*, Manchester, Manchester University Press, 1984, p. 49.

¹³ Cette interprétation de Jameson correspond à celle de David Harvey selon qui il y aurait « *une espèce de relation nécessaire entre la montée de formes culturelles postmodernistes, l'apparition de modes plus flexibles d'accumulation du capital, et un nouveau cycle de « compression de l'espace-temps » dans l'organisation du capitalisme* » ; cf. Harvey, *The Condition of Postmodernity*, Oxford, Basil Blackwell, Inc., 1989, p. VII.

<p><i>modernisation capitaliste est essentiellement affaire d'accélération dans le rythme des processus économiques, et, par là, dans la vie sociale</i> ». Cette accélération aboutirait à la suppression de barrières spatiales et s'opère à travers les inventions des chemins de fer, du télégraphe, de l'automobile, de la radio, du téléphone, de l'avion à réaction, de la télévision et des récentes révolutions de la communication.</p>	<p>financiers, libérés et autorégulés, l'immobilier, les nouvelles technologies, la communication...).</p> <p>Dès lors, le capitalisme se caractérisa par l'expansion du commerce et de l'investissement mondiaux et fut dominé par les multinationales et les marchés financiers volatils ; ce capitalisme globalisé s'est émancipé de tout ancrage économique national et peut se répandre librement à travers le monde, abandonnant ses vieux sites industriels en Europe occidentale et en Amérique du Nord, investissant partout où il peut faire du profit. Le capitalisme financier aurait réalisé la compression espace-temps.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le capitalisme productif impliquerait une réduction des inégalités sociales lors des périodes de croissance économique, sauf dans les pays rentiers et prédateurs du Sud qui ne respectent pas les normes démocratiques et les lois du marché (la norme de la concurrence). L'imposition de normes politiques démocratiques dans les pays du Sud permettrait de réguler le capitalisme et de diminuer les inégalités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le capitalisme financier globalisé impliquerait une augmentation des inégalités entre les détenteurs du capital et les autres, du fait que la hausse des rendements moyens du capital (profits, dividendes, intérêts...) est supérieure à la croissance¹⁴. La globalisation financière est donc compatible avec la démocratie politique, notamment à travers des régimes fiscaux qui la favorisent et sont occultés par les règles de gouvernance.
<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'une corruption structurelle dans le capitalisme productif, surtout liée au trafic d'influence au bénéfice des acteurs étatiques dominants. La transgression structurelle des lois officielles et des lois du marché caractérise les systèmes politiques liés au capitalisme productif. 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'une corruption structurelle dans le capitalisme financier, surtout liée aux conflits d'intérêts entre agents et aux ententes illicites entre firmes, au bénéfice des acteurs économiques devenus dominants. La transgression structurelle des lois officielles et des lois du marché caractérise les systèmes politiques liés au capitalisme financier.

II. Critique et implications de l'opposition paradigmatique

- Dans le domaine artistique, on peut concevoir une continuité et non une opposition, entre l'art moderniste et l'art postmoderniste qui tous deux valorisent l'ironie romantique dans laquelle « *tout événement est transformé en une ambiguïté fantastique ou onirique, et où tout*

¹⁴ Thèse de Piketty (Thomas) in *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, éd. du Seuil, coll. Les Livres du Nouveau Monde, 2013. Pour contrer cette augmentation des inégalités et mieux répartir la richesse, Piketty propose la création d'un impôt mondial sur le capital, cette revendication réformatrice ne paraissant pas suffisante pour déboucher sur une altérité socio-économique.

objet peut devenir n'importe quoi »¹⁵. Cette ironie se répercute dans le domaine politique et se manifeste aujourd'hui, dans la période postmoderniste, par le scepticisme vis-à-vis des grandes idéologies unificatrices (socialisme, libéralisme, conservatisme); elle apparaît également dans le domaine des recherches en sciences sociales où l'incertitude est devenue la règle.

- La globalisation est confuse car elle concerne les deux tendances : le modernisme à travers la globalisation du sujet rationnel moderne résultant du capitalisme productif et de la globalisation des marchés financiers postindustriels (la raison dans l'économie), et le postmodernisme à travers l'autonomisation des individus. Ce n'est pas la globalisation qui entraîne de la corruption structurelle, mais le capitalisme dans ses différentes formes (productif ou financier), même si celui-ci est générateur de globalisation. L'imposition de normes politiques démocratiques n'empêche pas la manifestation de comportements corruptifs, surtout dans un contexte de marchés autorégulés et de faiblesse de la régulation publique de la finance. La question essentielle n'est donc pas celle de la globalisation, mais celle du rapport entre démocratie et capitalisme. Les normes transgressives du capitalisme contaminant les règles démocratiques, la revendication du principe d'égalité dans un système économique capitaliste (posture réformiste postindustrielle) risque d'avoir pour effet de renforcer le capitalisme en privilégiant les libertés individuelles (privées et publiques) au détriment des libertés collectives.

- Il existe une contradiction entre l'idéologie moderniste artistique anti-bourgeoise et anticapitaliste (l'art pour le peuple), et la pratique économique moderniste et postmoderniste du capitalisme (la production ou la finance contre le peuple et profitant principalement aux représentants des marchés nationaux ou globalisés). Il apparaît donc inopérant de superposer modernisme et aliénation capitaliste, même si cette dernière s'inscrit dans la période moderniste.

- Le capitalisme a abouti à une compression espace-temps, conséquence, selon Harvey, de l'accumulation compétitive initiée par le capitalisme moderne¹⁶, si bien que, sur le plan économique, il n'y aurait pas d'opposition entre modernité et postmodernité, entre capitalisme productif national et capitalisme globalisé, mais plutôt une continuité de l'entreprise capitaliste.

- La globalisation est contradictoire car elle s'applique simultanément à l'ère postindustrielle de la globalisation par la raison des marchés, et à l'ère postmoderne de déconstruction de la raison, les deux se chevauchant du fait que la raison des marchés inclut les marchés spéculatifs (l'art pour l'art, l'argent pour l'argent) qui caractérisent l'ère postmoderne.

- La question du sujet (collectif rationnel ou individuel postmoderne) de l'histoire conduit donc à une aporie. On en sortirait par le paradigme de l'autonomie (individuelle ou communautaire) qui conduit à analyser l'action humaine en termes de libertés confrontées à

¹⁵ Cf. Gallinicos (Alex), op. cit.

¹⁶ Cf. Harvey, op. cit.

des normes ; en effet, certains acteurs s'autonomisent, ce qui remet en question les systèmes de représentation traditionnels (partis politiques, syndicats) à travers la valorisation des libertés individuelles privées, de la liberté individuelle publique d'entreprendre et de s'enrichir et la de certaines libertés collectives comme la liberté de production, la liberté d'organisation d'une entreprise, la liberté de la concurrence, la liberté d'expansion territoriale par la conquête de marchés, la liberté de circulation des biens et des capitaux. C'est ce qui fonde le modèle libéral-démocratique (un oxymore, contradictoire dans les termes, pour ce qui concerne l'expression de certaines libertés individuelles publiques et collectives)¹⁷. Or, le modèle d'intégration politique libéral-démocratique ne fonctionne pas partout. Pourquoi ? Comment les acteurs autonomes échappent-ils à la construction binaire ? en se fondant sur quelles normes et en développant quelles stratégies face aux représentants de l'Etat (désormais dominés) ? Exemples de l'autonomie du secteur financier autorégulé, des communautés socio-ethnico-religieuses séparées dans des ghettos ou des *gated communities* (ségrégation socio-spatiale de dominants ou communautarisme de dominés).

III. L'invention de l'acteur comme nouveau sujet de l'ère postindustrielle

Résultant du paradigme (modèle de référence) de la société post-industrielle, l'acteur comme sujet de l'histoire (Touraine) remplace la classe sociale.

La dimension économique et sociale prime sur le politique (le réformisme libéral par la social-démocratie et la collaboration de classes). Compatible avec la promotion des libertés individuelles privées et publiques du modèle d'Etat libéral-démocratique¹⁸.

¹⁷ Dans la boîte à outils des gouvernants des Etats réels, il faut signaler le modèle d'Etat libéral autoritaire singapourien appliqué à Singapour, en Malaisie, en Russie, en Chine, au Vietnam, au Cambodge, au Laos ; ce modèle apparaît comme une variante inférieure du modèle d'Etat libéral-démocratique sécuritaire en vigueur dans la plupart des pays de l'OCDE, en ce qu'il débouche sur les mêmes rapports de domination des Etats par les firmes transnationales du marché, mais en faisant l'économie de la démocratisation des systèmes politiques.

¹⁸ Le régime démocratique peut être caractérisé à partir des thèses développées par la lignée Tocqueville-Max Weber-Raymond Aron-Raymond Boudon-Marcel Gauchet. Ainsi, ce dernier fait de l'avènement de la démocratie celui du devenir humain au travers du gouvernement des hommes par eux-mêmes dans le temps et l'espace, au travers de la production (*praxis*) maîtrisée, par le droit et le politique, de leur propre devenir, autrement dit au travers du gouvernement de l'histoire. La démocratie permettrait le dévoilement des conditions de possibilité de l'avènement du sujet, sujet pris dans l'être-collectif, en même temps que distinct de ce dernier. Dans cette perspective, le politique serait ce qui donne à une collectivité humaine le pouvoir de se gouverner, pouvoir qui se réaliserait pleinement en régime d'autonomie après être passé – par l'avènement de l'État, puis de l'État-nation moderne, de l'individu et de l'histoire – du statut d'englobant symbolique à celui d'infrastructure réelle, s'affirmant ainsi « moderne » dans la métamorphose que lui fait subir le renversement libéral ; cf. Cauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, 3 tomes, Paris, Gallimard, 2007 & 2010 ; et, également, Badiou (Alain) & Gauchet (Marcel), *Que faire ? Dialogue sur le communisme, le capitalisme et l'avenir de la démocratie*, Paris éd. Philo, 2014. Quant à Raymond Boudon, son individualisme méthodologique trouve ses origines chez Tocqueville, Weber ou Durkheim – et s'oppose à « *la théorie du complot* » qui valorise les pouvoirs occultes (structures, machines de contrôle...) ou les forces biologiques ; il consiste à refuser que le sociologue, pour rendre compte de la façon dont les hommes vivent, se soumettent ou se révoltent, recoure exclusivement à des motivations culturelles, irrationnelles ou inconscientes. Tocqueville est le précurseur de cette vision de l'histoire qui valorise une histoire aléatoire dont le cours peut prendre des directions inattendues et que l'homme peut infléchir. L'originalité de cette approche résulte du fait que les phénomènes sociaux sont expliqués par *l'action intentionnelle* des individus (hommes politiques, consommateurs...), l'étude des comportements individuels pouvant même permettre de comprendre l'Etat, la nation ou l'école. Cependant, contrairement à l'individualisme méthodologique, défendu par Boudon, qui sous-

Avec Alain Touraine en France, Daniel Bell¹⁹ est à l'origine du courant sociologique post-industrialiste qui, à partir de l'analyse de la subordination croissante des éléments matériels (matières premières et machines) à des éléments immatériels (connaissance et information liées au développement du secteur tertiaire à partir du début des années 1960) dans l'organisation sociétale, prévoit un dépassement du paradigme industriel ainsi que des modes de gouvernement et d'organisation sociale qui lui étaient liés. Bousculant les hiérarchies et les pratiques traditionnelles, les valeurs hédonistes (société des loisirs liée au partage du temps de travail) et de respect de la vie privée tendent à devenir prédominantes.

La société post-industrielle aurait donné naissance à un type particulier de pouvoir appliqué aux relations internationales : le *soft power* qui peut être défini comme la capacité d'un acteur politique (un État, une firme multinationale, une ONG, des institutions internationales telles que l'ONU ou le FMI, ou des réseaux de citoyens, comme le mouvement altermondialiste ou les cyber-réseaux) d'influencer indirectement le comportement d'un autre acteur ou la définition par cet autre acteur de ses propres intérêts, en utilisant des moyens non coercitifs (technologiques, culturels ou idéologiques) relevant de politiques d'influence (sur les médias, les groupes d'opposition, les relais associatifs ou communautaires). Son théoricien est Joseph Nye, qui le désigne comme la capacité de séduire et de persuader les autres États sans avoir à user de la force ou de la menace ; il s'agirait d'une nouvelle forme de pouvoir

estime le rôle du politique, des luttes de partis et des conflits de classes (dans la lignée de Durkheim qui qualifiait les révolutions politiques d'événements superficiels et théâtraux) et rejette l'idée que les individus seraient prisonniers de leur classe sociale d'origine, nous soutenons ici que les individus sont fortement dépendants de surdéterminations de classes, de systèmes de pouvoir et de domination, de registres de normes ainsi que de cultures politiques, même si chaque individu "bricole" en lui-même ces différentes surdéterminations en s'identifiant, par exemple, à des idéaux de classe qui ne correspondent pas à ceux de sa classe d'origine ; le problème est donc de savoir qu'elles sont les conditions de possibilité, en termes de rapports de pouvoir, pour que cette altérité plurielle et généralisée débouche sur un changement des systèmes politiques. Cf. Boudon (R.), *Déclin de la morale, déclin des valeurs ?*, Paris, PUF, 2002 & *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, coll. "Philosopher en sciences sociales", 2003.

¹⁹ Bell prétend que l'humanité a progressé à travers une série de stades, notamment à partir de la société agricole traditionnelle, jusqu'à la société industrielle des dix-neuvième et vingtième siècles, se continuant comme une société postindustrielle dans laquelle la production de services l'emporte sur celle de biens matériels. Pour Bell et Lyotard, dans la société postindustrielle le développement du savoir théorique est le moteur du développement économique ; elle est, selon Bell, une « société du savoir ». Cf. Bell (Daniel), *Vers une société post-industrielle*, Paris, Ed. Robert Laffont, 1974. Il s'en suit, selon Touraine, un transfert de pouvoir dessaisissant l'ouvrier de son pouvoir technique au profit du savoir des membres des bureaux, faisant passer le monde du travail « d'un système professionnel qui repose sur l'autonomie professionnelle de l'ouvrier qualifié à un système technique de travail défini par la priorité accordée à un système technique d'organisation sur l'exécution individuelle du travail » ; cf. Touraine (Alain), *Sociologie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1965. Au niveau politique, Touraine soutient que la société est passée d'une pure domination économique à une domination culturelle et qu'à l'opposition marxiste entre prolétaires et bourgeois se serait substituée une opposition post-industrielle entre ceux qui ont des « savoir-faire » et ceux qui détiennent une influence à travers leur position dans le système médiatique, ce qui le conduit à minimiser la capacité de changement politique des acteurs sociaux à travers les mouvements sociaux (féministes, régionalistes, indigénistes, écologistes, altermondialistes, groupes religieux...) ; donc, ni la classe ouvrière, ni les nouveaux mouvements sociaux, fragmentés, localisés ou sectoriels, ne seraient des sujets de l'histoire capables de changer les rapports de domination dans la société postindustrielle globalisée ; ils ne représenteraient pas l'altérité face à la domination culturelle libérale. Il n'empêche que certains groupes religieux ou mafieux sont aujourd'hui capables de déstabiliser des États ou des régions d'États et de produire de l'altérité politique et de l'autonomie socio-territoriale (cas du Yémen, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye, du Liban, de la Somalie pour les groupes religieux insurrectionnels, ou du Mexique pour les groupes mafieux).

dans les relations internationales contemporaines, qui ne fonctionne pas sur le mode de la coercition mais sur celui de la persuasion, c'est-à-dire la capacité de faire en sorte que l'autre (adversaire ou concurrent) veuille la même chose que soi. Selon Joseph Nye, le soft power ou la puissance de persuasion reposent sur des ressources intangibles telles que : l'image ou la réputation positive d'un État, son prestige (souvent basé sur ses performances économiques ou militaires), ses capacités de communication, le degré d'ouverture de sa société, l'exemplarité de son comportement (de ses politiques intérieures mais aussi de la substance et du style de sa politique étrangère), l'attractivité de sa culture, de ses idées (religieuses, politiques, économiques, philosophiques...), son rayonnement scientifique et technologique, mais aussi de sa place au sein des institutions internationales lui permettant de contrôler l'ordre du jour des débats (et donc de décider de ce qui est légitime de discuter) et de figer des rapports de puissance au moment où ils lui sont le plus favorables²⁰.

La société post-industrielle aurait aussi donné naissance à un type particulier de pouvoir appliqué aux relations entre délégués d'acteurs sociaux (et non plus représentants de classes sociales) et acteurs politiques : *la gouvernance*, à la fois comme nouvelle pratique de gouvernement et comme mode de gestion des entreprises qui repose sur la coopération (entre égaux), la participation, les relations hétérarchiques et la recherche de consensus. La collaboration de classe pourrait ainsi prendre le pas sur la lutte des classes et la révolution (marxisme).

Concernant les normes, on dès lors va assister à une application décentralisée de la loi officielle et à une valorisation de la loi morale qui tend à se substituer à la loi et aux réglementations officielles à travers l'établissement de chartes déontologiques ou de codes de bonne conduite (codes d'éthique), occultant ainsi la norme dominante de la loi du marché qui repose sur le principe de maximisation des profits au bénéfice exclusif des marchés (dimension idéologique). S'agit-il de réformer le système en l'améliorant (la moralisation social-démocrate du système) et, donc, conserver les formes de la domination par le marché, ou, au contraire, de changer de système (le néo-marxisme²¹) en l'orientant hors des lois du marché ?

Il en résulte que la caractérisation de l'ère postindustrielle recoupe celle des sociétés postmodernes et conduit donc aux mêmes confusions et contradictions que la caractérisation de ces dernières.

Par ailleurs, la comparaison d'une chose avec une autre chose qui lui est intrinsèque s'avérant impossible, il paraît problématique de mettre en comparaison globalisation et subjectivation car cette dernière, fondée sur la capacité technique du sujet à se rendre « maître et possesseur de la nature » et à se libérer du dogme religieux par la conscience métaphysique (XVII^e siècle), trouvera finalement son aboutissement au cours des époques industrielle (à

²⁰ Cf. Nye (Joseph), *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

²¹ Le courant néo-marxiste est représenté en France par Pierre Bourdieu et Alain Badiou. Cf. Badiou (Alain), *L'Idée du communisme vol. 1 & vol. 2*, Paris, Editions Lignes, 2010 & 2011.

partir de la seconde moitié du XIX^e siècle), post-industrielle (à partir des années 1960), de globalisation commerciale par les multinationales (à partir des années 1960) et de globalisation financière par les banques d'investissement (à partir des années 1980).

Finalement, la question essentielle n'est donc pas celle de la globalisation, mais, à travers le rapport entre démocratie et capitalisme, celle de la définition des libertés. Les normes transgressives du capitalisme contaminant les règles démocratiques, la revendication du principe d'égalité dans un système économique capitaliste (posture réformiste postindustrielle) risque d'avoir pour effet de renforcer le capitalisme en privilégiant les libertés individuelles (privées et publiques) au détriment des libertés collectives et d'un changement de système politique²². Dans ces conditions, quels nouveaux acteurs pourraient porter une alternative politique fondée sur l'altérité ? L'invention d'un autre modèle universel d'Etat pourrait-elle en résulter, servant de base au changement des systèmes politiques ?

IV. L'acteur criminel comme nouvel acteur-sujet politique

La révolution libérale entamée à partir des années 1980 a consisté à libérer les marchés de nombre de contraintes étatiques ; il en a résulté un renversement de pouvoirs, les acteurs privés des marchés devenant dominants vis-à-vis des anciennes élites bureaucratiques publiques ; les Etats se virent alors dépossédés de leurs ressources à travers les privatisations, l'évasion fiscale et les dettes souveraines. Une telle prise de pouvoir concerne principalement les régions réceptrices d'investissements. Dans d'autres régions, qualifiées de "régions perdantes", sortes d'enclaves nationales territoriales et sociales où les institutions nationales avaient coutume de déléguer leur autorité à des caciques locaux exerçant localement la loi du plus fort, une autre catégorie d'acteurs privés est venue s'opposer à des Etats aux ressources désormais limitées et à des marchés aux investissements sélectifs : les groupes criminels parmi lesquels on trouve certaines mafias régionales, comme au Mexique.

De toute évidence, les mafias criminelles transcendent la division modernité-postmodernité puisque, étant actives depuis la fin du XIX^e siècle, elles ont prouvé qu'elles pouvaient s'adapter aussi bien aux régimes bureaucratiques que libéraux. Leur caractère global ne semble non plus faire de doute du fait de leur capacité à construire des routes transnationales de trafics et à s'insérer dans des circuits financiers internationaux de blanchiment à travers leur recours aux paradis fiscaux. Le problème qu'elles posent aujourd'hui est celui de leur accession au statut d'acteur-sujet politique et si ce changement de statut constitue un facteur d'altération, d'alternance ou d'altérité des systèmes politiques. L'exemple du positionnement des acteurs criminels comme acteurs politiques au Mexique s'effectuera à partir d'une référence à Foucault, non pas concernant les processus de normalisation des groupes hors normes au nom du principe d'égalité des droits, mais portant

²² En d'autres termes, si les luttes féministes débouchent sur des rapports de domination inversés, les rapports de domination risquent de subsister à travers l'expression d'un "machisme féminin" ; les normes officielles sont changées, mais les valeurs et pratiques traditionnelles survivent.

sur les implications politiques des « illégalismes », c'est-à-dire sur la tolérance des comportements illégaux (corruptifs ou criminels) de la part d'acteurs intégrés, ou sur les stratégies d'intégration au système dominant des acteurs criminels²³.

Si on ne peut pas séparer coopération et domination, que cette dernière soit légale et liée à la libre concurrence²⁴, ou qu'elle s'exerce à travers des comportements corruptifs illégaux, mais tolérés, qu'en est-il lorsque des acteurs criminels usent de corruption soit en étant dominés par des acteurs intégrés (politiques et institutionnels), soit en coopérant avec ces derniers, avec l'objectif de développer leurs trafics ? Pour analyser ce phénomène, nous avons adopté une méthode d'observation réflexive dirigée vers l'étude des interactions entre pouvoirs politiques d'Etat, institutions d'Etat et groupes criminels ; nous avons choisi d'appliquer cette méthode au cas paradigmatique du Mexique qui est un Etat confronté à une dérive mafieuse sous la pression de multiples groupes criminels organisés et coopérant avec certaines autorités locales. Les groupes criminels y sont devenus un acteur-sujet politique (corruption extra-systémique) local et régional ainsi qu'un acteur économique (marché de la protection, enlèvements et recyclage dans l'économie légale) et social (redistribution). De plus, la violence légitime illégale n'y est plus le monopole de l'Etat. Comment en est-on arrivé là ?

a) Les structures du système politique mexicain

Les principales caractéristiques du système politique mexicain sont : un parti dominant (le PRI), un clanisme politique (fondé sur la compétition entre clans du parti dominant, au service de la reproduction de celui-ci – qui n'apparaît donc pas comme un parti homogène – et de l'ascension des élites politiques), un caciquisme politique (délégation de pouvoirs au profit des présidents municipaux et des gouverneurs) accentué par la décentralisation (1983-1985 : décentralisation municipale ; 1991 : élection des gouverneurs au suffrage universel qui

²³ La notion « d'illégalismes » permettait à Foucault d'éviter le mot « délinquance », trop couramment usité et faisant référence à une nature prédélinquante reconnaissable. Foucault utilisait le concept opératoire d'*illégalisme de droit* afin de qualifier les comportements transgressifs de la bourgeoisie dirigeante du XIX^e siècle qui se donnait ainsi « la possibilité de tourner ses propres règlements et ses propres lois [...] » afin d'assurer une circulation économique dans les marges de la législation, marges prévues par ses silences, ou libérées par une tolérance de fait (fraudes fiscales par exemple). Selon Foucault, les illégalismes de droit sont distincts des *illégalismes de biens* qui font référence aux illégalismes commis par les classes populaires (rapines, vols, braconnage, etc.), tolérées durant plusieurs siècles par des autorités bienveillantes pour s'assurer l'allégeance de leurs serviteurs mis dans une situation d'obligés ; cette situation perdura en Europe occidentale jusqu'à la fin du XIX^e siècle et l'avènement de la société bourgeoise capitaliste, moment à partir duquel fut engagée une répression stricte de ces illégalismes. Toujours selon Foucault, cette distinction a entraîné une différenciation des circuits judiciaires : « pour les illégalismes de biens, pour le vol, les tribunaux ordinaires ; pour les illégalismes de droit (fraudes, évasions fiscales, opérations commerciales irrégulières) des juridictions spécialisées avec transactions, accommodements, amendes atténuées, etc. ». Cf. Foucault (Michel), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

²⁴ Exemple des "contrats de coopération" qui lient la grande distribution et les industriels de l'agroalimentaire, et sont établis à partir de négociations opaques (couvertes par le secret des affaires) portant sur le calcul des marges arrières (concernant la prise en charge des frais de publicité, des engagements de garantie de chiffre d'affaires, la reprise des invendus ou le montant des pénalités de retard de livraison) que les distributeurs, à travers leurs centrales d'achat, imposent à leurs fournisseurs (cf. *Le Canard enchaîné* du 29 avril 2015). En l'occurrence, on voit ici qu'en fait de coopération, c'est la grande distribution qui domine dans la relation.

a mis un terme au *dedazo* résultant du présidentielisme du système), le clientélisme social et politique (redistribution par faveurs et dette se traduisant par l'achat de votes), et, finalement, un Etat de lois opposé à l'Etat de droit (commerce de l'application de la loi à travers une corruption structurelle politico-institutionnelle et l'impunité associée à celle-ci). Ce système politique a pour finalité la pacification des rapports sociaux par le clientélisme politique, l'intégration forcée (violence institutionnelle) et le partage forcé des richesses (extorsion institutionnelle des acteurs légaux ou illégaux de la société civile), d'où un système politique fondé sur le consentement et les arrangements comme modes d'intégration, ou alors sur la menace ou l'expression de la violence institutionnelle comme modes de résolution des conflits.

Ce système a fonctionné jusqu'en 1994, se fondant sur une domination politico-institutionnelle hiérarchique et sur un monopole public de la rente de corruption mise au service autant de l'entretien des clientèles sociales que de l'enrichissement personnel des élites politiques et institutionnelles. Les institutions d'Etat étaient contrôlées par le pouvoir d'Etat, les premières exerçant une autorité en dernier ressort sur ordre du second. Les dominés étaient les organisations de la société civile (partis, syndicats ouvriers et patronaux, presse, ONG, associations, Eglises et groupes criminels). Pouvoir et institutions étaient corrompus par les dominés – y compris, le cas échéant, par les organisations criminelles – mais dominants. Les organisations criminelles se trouvaient donc, de fait, extorquées.

La limite de ce système politique est apparue lorsqu'il est fut appliqué aux acteurs criminels pour la captation de la rente illégale de la drogue, dans un contexte de pression du voisin américain incitant le gouvernement mexicain à réprimer les groupes criminels mexicains. Mais, ainsi que le montrera la généalogie du trafic de drogue au Mexique, le système politique est parvenu à s'adapter à l'interventionnisme américain en permettant que certains responsables publics (politiques et institutionnels) s'arrangent avec les groupes criminels à condition de les dominer.

b) Généalogie du trafic de drogues au Mexique

Le système politique mexicain qui prévalait depuis les années 1950 s'est trouvé confronté aux contraintes de l'Etat réel, et, notamment, à la conversion progressive des groupes criminels en acteurs politiques alors qu'ils n'étaient auparavant qu'un acteur social dominé ou dominant. Quelle fut la chronologie de cette transformation ?

années 1960-1970 :

- Développement du trafic d'opium et de marijuana cultivés dans le nord du pays, à destination des Etats-Unis ; le gouvernement mexicain laisse faire car il ne s'agit pas d'une production suffisamment intensive pour représenter une rente économique.
- Les cartels colombiens contrôleront le trafic continental de cocaïne, via le Mexique, durant les années 1970-1980.

années 1978-1989 :

- Période du cartel de Guadalajara, spécialisé dans le trafic de cocaïne vers les Etats-Unis ; il assure le monopole du trafic national et le passage de la frontière Nord, bénéficiant de la protection des forces institutionnelles de sécurité (la DFS). Début des connivences police-monde du crime organisé, avec domination des institutions répressives par les cartels criminels et tolérance intéressée du pouvoir politique.

- Entente avec les cartels colombiens pour le partage du trafic continental de cocaïne.

années 1990-2000 :

- Parce qu'il était devenu hégémonique sur le territoire national, dominant vis-à-vis des institutions d'Etat et, donc, dangereux pour la reproduction du pouvoir d'Etat, le cartel de Guadalajara est dissous en 1989 – sous pression nord-américaine, durant la présidence Reagan (1981-1989) –, suite à l'affaire Camarena (1985) qui révélera, en outre, l'antagonisme entre la DEA et la CIA.

- Autonomisation des différents clans du cartel de Guadalajara et guerre entre ces derniers (Tijuana, Juarez et Golfe).

- Depuis cette période, monopole du trafic continental par cartels mexicains qui ont profité de l'élimination des grands cartels colombiens (1993-1995).

- Le niveau politique (fédéral ou régional, avec implication des gouverneurs) redevient dominant, profitant de la fragmentation, de la rivalité et de l'affaiblissement des cartels régionaux pour extorquer ces derniers en échange de la tolérance sélective de leurs activités souterraines (correspondance avec la présidence Salinas, de 1988 à 1994, au cours de laquelle fut décidé d'imposer à l'économie du pays un tournant libéral) et de légitimer constitutionnellement le pouvoir des gouverneurs qui apparaîtront désormais comme un acteur pivot central du trafic et du blanchiment ; le pouvoir d'Etat et les institutions d'Etat sont alors solidairement en mesure de capter une partie de la manne illégale.

depuis 2000 :

- Guerre de l'Etat (l'armée, car les différentes polices apparaissent comme corrompues par les trafiquants) contre les cartels (Plan Merida de 2007), les impératifs de sécurité nationale prenant le pas sur ceux de sécurité publique et les agents chargés de la première bénéficiant d'une délégation de pouvoir pour s'occuper de la seconde ; poursuite des connivences aux niveaux régional et municipal, avec coopération corruptive et domination des cartels ; les pouvoirs publics fédéraux ne parviennent pas à réguler les rapports sociaux, soit qu'ils laissent faire (durant la période 1994-2007), soit qu'ils combattent les narcos (de 2007 à aujourd'hui).

- Guerre entre cartels et guerre des cartels contre l'Etat (à partir de 2011) pour précipiter un changement de parti de gouvernement (2012) et signifier l'opposition des cartels à la stratégie officielle de répression.

- Apparition des Zetas en tant que cartel indépendant (2010) et des Caballeros templarios (2011).

- Suprématie des cartels de Sinaloa et des Zetas.

- Apparition des milices rurales d'auto-défense (2013), fragmentation des grands cartels, diversification des activités criminelles dans les affaires civiles (extorsion, enlèvements, vols de matières premières et de propriétés...) et apparition de bandes criminelles locales instrumentalisées comme groupes paramilitaires par autorités locales pour réprimer toute opposition politique et sociale (Guerrero, 2014).

De cette généalogie, il ressort que le moment charnière à partir duquel s'est opéré un changement dans les relations entre pouvoir légal et groupes criminels est la présidence Salinas parce que cette dernière a constitué une transition : d'un côté en imposant une politique économique et des institutions au service du marché, qui a abouti simultanément à la décentralisation du pouvoir légal et à la régionalisation des cartels, et, de l'autre, en maintenant temporairement la domination du politique sur le criminel. Les instruments de la coopération horizontale furent alors mis en place pour être ensuite couramment utilisés jusqu'à aujourd'hui, notamment aux niveaux municipal et régional, provoquant, dans certaines zones stratégiques, un renversement de la domination au profit des groupes criminels qui disposèrent alors, de par leurs capacités de corruption et d'armement, des moyens d'assujettir les représentants des pouvoirs politique et institutionnel. C'est ainsi que l'Etat libéral réel est parvenu à infléchir le système politique mexicain, brisant le monopole de l'extorsion de la rente illégale par les acteurs politiques et permettant aux acteurs légaux du marché de s'en approprier une grande part à travers le blanchiment et le recyclage des bénéfiques qui en sont retirés.

c) L'application du système politique aux rapports entre autorités officielles et groupes criminels

Le système politique qui avait prévalu avant 1994 a été remis en question lorsqu'il s'est trouvé associé à une économie libérale qui limite les capacités de redistribution sociale des richesses nationales par l'Etat – ce qui est le cas au Mexique depuis la signature de l'ALENA (1994) – surtout dans les zones rurales enclavées et paupérisées où les *rancheros* (propriétaires fonciers pratiquant l'agriculture) sont les caciques locaux qui assument la fonction redistributive de l'Etat et dont certains se sont convertis à la culture et au trafic de drogue, ainsi que dans les zones urbaines périphériques touchées par le sous-emploi où les activités souterraines apparaissent comme complémentaires des activités informelles et servent d'amortisseur à la pauvreté.

La question est donc de savoir qui domine, des acteurs du centre corrompus par les narcos, ou de ceux de la marge qui appliquent les mêmes méthodes que l'Etat pour le partage forcé des richesses, par l'extorsion des entrepreneurs légaux. En fait, on assiste à une privatisation de l'extorsion politico-institutionnelle traditionnelle depuis que les narcos sont devenus un acteur politique national qui a contribué à imposer une alternance politique en 2012 en semant un climat de terreur dans le pays et en en rendant responsable le pouvoir politique ; le peuple a alors décidé de voter pour un nouveau président et une nouvelle

majorité législative en leur donnant mandat d'endiguer, par des négociations avec eux, la violence des narcos. Mais c'est surtout aux niveaux local et régional que les narcos exercent leur domination en s'imposant par leurs capacités d'armement et de corruption et en parvenant à acheter les autorités locales dans les zones agraires enclavées de production ou de transit de la drogue ainsi que dans les zones urbaines de consommation.

Cette dérive mafieuse de l'Etat a pu se développer sur la base d'une coopération horizontale entre pouvoir d'Etat, institutions d'Etat et groupes criminels. La coopération, finalisée par l'enrichissement personnel – et non plus par l'entretien des clientèles sociales –, a provoqué un changement radical des rapports de forces qui avaient été établis avant 1994. Dorénavant, dans les zones stratégiques touchées par la criminalité (zones de culture, zones de passage des routes des trafics, villes frontalières, grandes agglomérations de vente en gros et de détail de drogue), le pouvoir d'Etat ne régule plus les rapports de force locaux et ses représentants, corrompus par les groupes criminels, s'affairent à recycler une partie des bénéfices des trafics illégaux ; les institutions d'Etat n'exercent plus l'autorité en dernier ressort aux niveaux locaux (régional et municipal) où leurs représentants sont soit dominés par les groupes criminels, soit coopèrent avec eux sur une base d'égalité. Du fait qu'il n'existe pas de coopération sans domination, trois instances de domination subsistent néanmoins : 1) certains marchés, notamment financiers, qui accaparent, à travers le blanchiment, une grande partie des bénéfices du commerce de la drogue, tandis que nombre d'entrepreneurs et de commerçants sont contraints de payer un impôt informel aux narcotrafiants, 2) les groupes criminels, et 3) l'armée, seule institution d'Etat préservée, qui est impliquée dans la répression des groupes criminels. En résumé, le pouvoir d'Etat est corrompu et coopérant, les institutions d'Etat – exceptée l'armée – sont corrompues dominées ou coopérantes, et les organisations de la société civiles – exceptés les groupes criminels dominants lorsqu'ils ne sont pas réprimés par l'armée – sont corruptrices dominées ou coopérantes. Tel est le schéma qui prévaut aujourd'hui.

Il en résulte que si, aujourd'hui, le pays profite de la rente de la drogue comme amortisseur des inégalités produite par une politique économique libérale et que, si le pays est encore imprégné d'une corruption institutionnelle fondée sur la coopération entre autorités locales et groupes criminels aux niveaux municipal et régional, il n'est pas pour autant un narco-Etat car aucune mafia criminelle hégémonique ne monopolise et n'exerce le pouvoir politique de l'Etat-nation, et les institutions centrales, bien que certaines coopèrent avec les narco-trafiants, continuent à être contrôlées par le pouvoir légal. Aujourd'hui, avant de négocier avec les narcos, dans une position de domination, pour faire baisser la violence, le gouvernement mexicain a choisi d'affirmer son autorité afin de se placer en position de force dans la négociation ; donc l'actuel président poursuit la politique répressive de son prédécesseur. Cependant, depuis 2014, la violence illégale d'origine politico-institutionnelle ou criminelle semble avoir atteint un point d'exaspération qui remet en question la légitimité des gouvernants et des partis de gouvernement avec un risque de dérive autoritaire légitime de ces derniers afin de se maintenir au pouvoir et de garantir la sécurité publique.

d) Les conséquences des connivences entre acteurs intégrés et acteurs criminels

Aujourd'hui, au Mexique, la capacité de gouvernement (gouvernabilité) est limitée par la perte de légitimité politique consécutive des interactions centre-marges (cas Iguala, 2014) ; on assiste à une fragmentation des pouvoirs entre :

- des milices populaires qui font de résistance sociale au crime en pratiquant une justice expéditive et sont susceptibles d'être instrumentalisées par certains groupes criminels (cas Michoacan, 2013),
- des autorités institutionnelles pratiquant une justice extra-judiciaire avec l'objectif de rétablir la sécurité publique (cas Tlatlaya, 2014),
- et des groupes criminels instrumentalisés par les autorités locales afin d'éliminer toute opposition sociale (cas Guerrero, 2014) ou de capter une partie de la rente des trafics.

Se pose dès lors le problème de l'alternance politique, dans un contexte de limitation de l'offre politique, chaque parti de gouvernement ayant été convaincu de connivence avec les groupes criminels. Une telle situation révèle les limites de la représentation démocratique. Que désire le peuple ? la diminution de l'insécurité publique et de la violence criminelle par des négociations entre acteurs politiques et acteurs criminels, ce qui aura pour conséquence d'accroître la corruption extra-systémique ; ou la fin de la corruption et l'établissement d'un Etat de droit, ce qui aura pour conséquence d'accroître la violence criminelle, sociale et institutionnelle ? Tel est aujourd'hui le dilemme politique et tragique du Mexique.

En conclusion de cette partie Mexique, il est légitime de se demander si la sortie de la crise du blocage du système politique de ce pays réside dans une alternance politique ou un changement de système politique. Les connivences entre autorités officielles et groupes criminels posent le problème des conditions d'adaptation de la démocratie – comme régime politique lié à l'établissement d'un Etat de droit – au Mexique. En effet, le principal problème du Mexique contemporain n'est pas la violence sociale ou politico-institutionnelle ou l'existence des groupes criminels, mais la corruption institutionnelle, et notamment celle qui relie le monde légal et le monde criminel.

L'application du modèle d'Etat bureaucratique autoritaire a favorisé la structuration d'un système politique mexicain où le Parti-Etat était dominant, ses représentants bénéficiant d'une rente de corruption leur permettant de capter illégalement les ressources financières liées à leur tolérance de la transgression des lois, cette tolérance les rendant dominants sur l'échiquier politique. Depuis la fin des années 1990, le système a changé du fait que certains acteurs économiques transnationaux (légaux et illégaux, comme les multinationales, les banques, les mafias) ont eu tendance à s'autonomiser par rapport à l'Etat et à se délier de l'extorsion étatique, privilégiant plutôt des pressions corruptives qui les rendent actuellement dominants par rapport aux représentants locaux, régionaux et nationaux de l'Etat. Aujourd'hui, le système politique mexicain pourrait être caractérisé comme *clientéliste priiste*, et l'Etat réel mexicain comme un *Etat libéral autoritaire fondé sur une corruption structurelle et une infiltration mafieuse aux niveaux local et régional*.

Enfin, l'exemple mexicain conduit à se demander si des modèles alternatifs et universels d'Etat (l'altérité politique) sont en cours d'invention pour sortir de l'impasse de la corruption libérale structurelle et de la perméabilité de cette dernière à une corruption extra-systémique d'origine criminelle (la convergence politico-économico-mafieuse). Plutôt que de se focaliser sur la subjectivation, tant l'accession des acteurs de la marge au statut de sujet politiques semble de plus en plus évidente, ne pourrait-on pas mettre l'accent sur l'autonomisation sociale et politique qui apparaît comme un fait nouveau essentiel. Cette autonomisation est fondée sur des rapports de forces qui privilégient soit la norme de la loi du plus fort (les narcos), soit celle du choix de la marge comme recours d'intégration autocentrée des dominés et expression d'une révolte de ces derniers vis-à-vis d'un système républicain d'intégration qui les rejette (dans des ghettos urbains, dans le chômage, dans des activités illégales de survie, dans des identités religieuses ou ethniques prédéterminées et classifiées).

De ce point de vue, l'exemple des acteurs criminels, qui remettent en question le système politique mexicain et les modes de légitimation, est révélateur en ce qu'il fait apparaître les narcos à la fois comme des capitalistes sauvages prédateurs obéissant à la norme universelle de maximisation des profits par le libre-échange globalisé des marchandises et des capitaux, et comme des innovateurs économiques et politiques qui sont dans l'altérité car ils remettent également en question les normes universelles du marché qui fondent le modèle libéral-démocratique ainsi que les rapports politiques qui dérivent de l'application de ce modèle. En outre, ils révèlent les limites des régimes démocratiques et des normes universelles qui fondent ces derniers (respect des droits de l'homme, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, respect de la liberté individuelle et du droit de propriété...) dans un contexte où les illégalismes corruptifs sont banalisés.

Il en résulte une mise en question de la notion même d'altérité politique à travers la confrontation de celle-ci à des règles morales, à des normes de gouvernance et à des impératifs de gouvernement et d'efficacité politique.

V. Les résistances comme forme de l'altérité politique

Face aux tendances lourdes des systèmes politiques se référant au modèle de l'Etat démocratique libéral, un autre modèle d'Etat – bureaucratique-démocratique – est-il en train d'être inventé qui donnerait naissance à des systèmes politiques alternatifs (l'altérité politique) ?

Les tendances divergentes des systèmes politiques actuels se manifestent à travers deux dérives :

- la dérive fascisante, de nature idéologique, dont la motivation serait strictement identitaire : nationale, raciale, communautaire, coutumière, religieuse...²⁵ Selon Badiou, cette dérive qui serait le fait « *de petites bandes fascistes identitaires et meurtrières, qu'elles se réclament des*

²⁵ Cf. l'article d'Alain Badiou in *Le Monde* du 28 janvier 2015, commentant les attentats contre Charlie Hebdo.

formes sectaires de la religion musulmane, de l'identité nationale française ou de la supériorité de l'Occident » pourrait être contrariée par l'action « *en commun avec le plus possible de jeunes prolétaires de ces banlieues, le plus possible de jeunes filles, voilées ou non, cela n'importe pas, dans le cadre d'une politique neuve, qui ne se réfère à aucune identité (« les prolétaires n'ont pas de patrie ») et prépare la figure égalitaire d'une humanité s'emparant enfin de son propre destin* ». Ici, la sortie de la divergence consisterait donc en une mobilisation sociale orientée vers le rétablissement de valeurs traditionnelles collectives universelles et la remise cause des partis modernes-modernistes défendant les libertés individuelles et les lois du marché, parmi lesquelles la globalisation qui a recours aux paradis fiscaux,

- la dérive mafieuse avec autonomisation politique des groupes criminels, infiltration à l'intérieur du système économique et prise en otage des populations locales consentantes (participant, directement ou non, aux affaires illégales) ou terrorisées. Cela implique un changement de normes dominantes : la loi criminelle du plus fort et la diversification des profits d'origine criminelle ont tendance à se substituer aux lois du marché ou à contrarier ces dernières (la liberté d'entreprendre, la libre concurrence, la maximisation des profits). Face aux défaillances de l'Etat et aux compromissions des représentants de l'Etat, une alternative peut-elle surgir de la société civile, fondé sur la revendication démocratique d'un droit égalitaire pour tous ? Et qui portera cette revendication au niveau politique si l'offre politique est elle-même insuffisante, comme le révèle l'impasse mexicaine actuelle à travers le blocage du système politique ? Une telle alternative suppose la fin de l'impunité liée à la corruption – ce qui signifie, au Mexique, l'incarcération de la plupart des gouverneurs des Etats de culture et de transit de drogues –, l'instauration de contre-pouvoirs sociaux (presse indépendante du pouvoir politique et des groupes de pression économiques, comités de quartier participant aux prises de décision...) et institutionnels (opposition parlementaire, cour des comptes...) ainsi que la mise en place de politiques de développement appliquées aux zones rurales et urbaines enclavées et paupérisées – ce qui paraît relever de la gageure, vue la diminution des ressources financières et fiscales des Etats que les élites de ces mêmes Etats ont acceptée en adoptant le modèle d'Etat libéral.

Les nouvelles luttes de résistance face à ces tendances divergentes générées par les régimes libéraux peuvent être analysées comme issues d'une société postmoderniste dans le mesure où elles sont locales ou sectorielles, où elles sont le fait de groupes sociaux marginalisés hors normes dominantes (les détenus, les homos, les sans-papiers, les sans-logis, les agriculteurs anti OGM, les groupes religieux minoritaires...); exemples des luttes féministes ou écologistes, de la promotion des études sur le genre ou des théories de l'anti-développement, ces dernières visant à libérer les peuples opprimés du Sud, positionnés à la marge du système capitaliste, de l'asservissement au modèle productiviste et prédateur occidental.

Ces revendications qui se font au nom des principes démocratiques d'égalité et de justice sociale, sont également compatibles avec la promotion des libertés individuelles

privées et publiques du modèle d'Etat libéral-démocratique qui fonde la société postmoderne-postindustrielle globalisée. Elles peuvent aussi donner naissance à de l'altérité politique en débouchant sur la définition d'autres modèles d'Etat. A l'heure actuelle deux nouveaux modèles d'Etat, anti globalisation, semblent poindre :

- le modèle d'Etat bureaucratique-démocratique, en formation, se caractérisant par : un Etat social de droit réglementé, le respect du principe d'égalité, une redistribution par protection, services publics, justice sociale et fiscale, une régulation publique de la finance ainsi que la solidarité comme valeur dominante ;
- le modèle d'Etat identitaire ou mafieux, fascisant, en action, et se caractérisant par un territoire sans loi (la loi du plus fort) où des groupes (religieux sectaires ou mafieux) protecteurs et redistributeurs remplacent les autorités traditionnelles officielles (religieuses et civiles) paternalistes et corrompues, se substituant au Parti et aux institutions bureaucratiques ainsi qu'aux marchés libéraux ; la société civile y est divisée : soit assistée et consentante, soit extorquée, terrorisée et forcée d'adopter de nouvelles normes pratiques ; il repose sur l'extermination de l'autre (l'ennemi) comme principe d'action. La religion s'y affiche comme un ferment normatif d'identification adopté par des groupes sociaux que des systèmes politiques dominants ont relégués – ou relèguent encore – aux marges sociale, territoriale, culturelle, juridique et professionnelle si bien que le monde postmoderne ne souffrirait pas tant d'un désenchantement que d'un trop-plein de religion, ce trop-plein se révélant n'être qu'un effet de système politique ; dans de nombreux pays se pose un problème de normes de référence du fait que les Etats sont entrés dans le monde post-moderne de retour du religieux sans être préalablement passés par la phase moderne séculière. Une variante national-républicaine de ce modèle existe, portée par des partis d'extrême droite et fondée sur le protectionnisme économique, la stigmatisation des étrangers et le retour du peuple national comme sujet de l'histoire.

Ainsi que l'enseigne le cas mexicain, le blocage des systèmes politiques semble d'abord provenir d'une insuffisance de l'offre politique ; là, tous les partis de gouvernement y sont compromis par les narcotrafiquants, de la même manière qu'ailleurs, tous les partis de gouvernement ont adopté des politiques économiques libérales. L'alternance politique s'avère donc insuffisante pour changer les normes dominantes du système politique et l'altérité politique consisterait en la création de nouveaux partis fondés sur des normes alternatives. Pour compenser l'insuffisance de l'offre politique et la crise politique de légitimité qui en résulte, une mobilisation de la société civile semble nécessaire à condition que les mouvements sociaux alternatifs puissent se transformer en partis politiques de gouvernement. Tel fut l'échec du mouvement zapatiste au Mexique, du mouvement *Occupy Wall Street* aux Etats-Unis ou du mouvement altermondialiste qui ne purent se transformer en nouveaux partis de gouvernement et échouèrent à infléchir les politiques des traditionnels partis de gouvernement. Lorsque de nouveaux partis alternatifs émergent, mis à part le fait qu'ils peuvent se fonder sur une idéologie nationaliste identitaire et excluante (racisme, stigmatisation des étrangers dits "hors souche"), ils sont le plus souvent contraints de

participer à des coalitions de gouvernement avec des partis traditionnels ; le risque est dès lors qu'ils se métamorphosent en partis réformistes ou qu'ils répandent leur idéologie identitaire au sein des traditionnels partis républicains. Il n'en a pas été de même lorsque, porté à son paroxysme par la crise de la dette de 2007, la crise politique a débouché sur l'accès au pouvoir (national ou régional et local) des partis d'alternative politique grec *Syriza* et espagnol *Podemos*.

Conclusion

Finalement, la pierre d'achoppement du modèle libéral-démocratique ne résiderait pas tant dans la globalisation économique que dans ses effets en terme d'autonomisation politique, communautaire et individuelle à l'origine de dissociations sociales, d'enclaves territoriales par lesquelles l'espace public se réduit et le monde se ferme, ou d'enclaves socio-professionnelles qui reflètent les inégalités sociales produites par l'application du modèle libéral. Le processus de globalisation aurait donc débouché sur une autonomisation croissante non seulement des marchés par rapport aux Etats et aux lois nationales, sous l'effet de la libéralisation du droit international – fondement de la déréglementation et de la libéralisation des marchés (privatisations, concessions au privé des services publics) – et de la contractualisation du droit national, mais également des individus et de certains groupes communautaires par rapport à l'ensemble de la société et des normes et valeurs universelles qui la fondent. C'est cette même autonomisation qui serait à l'œuvre dans la dérive mafieuse du système libéral, se manifestant par la création de zones contrôlées par des acteurs criminels qui, en l'absence de politiques publiques de développement, proposent aux populations locales des politiques alternatives de développement de substitution fondées sur la redistribution sociale d'une partie des bénéfices des trafics illégaux. L'application du modèle libéral aurait donc débouché sur une domination des Etats par les acteurs privés, ces derniers étant incarnés, dans les régions qui gagnent, par les marchés intégrés (multinationales, banques, entreprises nationales exportatrices, bourses, lobbies...), et, dans certaines régions ou zones qui perdent, par les acteurs privés du crime organisé ou par des associations religieuses intégristes qui donnent du sens à la vie.

Il en résulte que le trinôme le plus pertinent nous paraît être celui de "domination-coopération-autonomisation", en ce que la mise en relation de ses termes permet de dévoiler le caractère idéologique de la coopération comme nouvelle forme libérale d'une domination occultée. En outre, le nouveau trinôme permettrait de poser trois questions qui nous semblent essentielles :

La question des normes :

- les normes universelles sont multiples, contradictoires et pratiques,
- la pratique de gouvernement résulte de l'application pragmatique (par arrangements, accommodements, transgressions tolérées ou imposées) des normes universelles qui se

doivent d'être composées avec des normes particulières (politiques, géopolitiques, professionnelles, culturelles, criminelles).

L'application politique des normes (l'informalité politique) serait plus importante que la définition juridique des lois.

La question des libertés :

Par-delà l'éclairage des termes du trinôme, la question fondamentale que pose la critique de la comparaison entre modernité et postmodernité est celle du rapport entre démocratie et composition-assemblage de libertés (individuelles, communautaires, privées, publiques et collectives). Quelles sont les libertés qui sont privilégiées par les modèles d'Etat et quelles en sont les implications (sociales, politiques...) sur l'orientation des systèmes politiques ?

La question méthodologique :

La caractérisation des systèmes politiques devrait pouvoir se faire Etat par Etat après une analyse des rapports de domination et de pouvoir aux niveaux local et régional. De cette analyse des systèmes politiques dériverait la possibilité de caractérisation des Etats réels. Le chercheur pose des questions issues de son analyse de terrain (en l'occurrence, l'analyse du système politique mexicain, élevé au rang d'idéal-type wébérien) et dévoile les tendances du système politique en question. Le rôle du chercheur ne serait donc pas d'apporter des réponses définitives, univoques et préconçues à travers un discours de vérité (le retour, depuis la marge normalisée, de la norme transcendante, hégémonique et excluante), mais de dévoiler des tendances car les réponses, plurielles, aux questions posées par la recherche, appartiendraient d'abord au champ politique des sociétés. Cela impliquerait la nécessité d'appliquer le principe de laïcité à la recherche scientifique en sciences sociales : d'un côté la recherche publique et fondée sur l'analyse objective de tendances incertaines ainsi que sur les implications possibles de ces tendances, et, de l'autre, l'engagement politique, personnel, associatif ou public, fondé sur un discours idéologique de vérité et de conviction.